

7 octobre - L'étincelle d'une recomposition géopolitique

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Toute lecture de l'actualité dépend en partie de la grille d'analyse que l'on adopte. Les événements peuvent être interprétés à travers des récits différents : certains privilégient les motivations idéologiques ou émotionnelles, d'autres cherchent à en comprendre les ressorts stratégiques.

L'hypothèse avancée dans cette enquête relève de cette seconde approche. Elle ne prétend pas établir une certitude ni dévoiler une mécanique cachée parfaitement démontrée, mais explorer une possibilité géopolitique plausible : celle selon laquelle l'attaque du 7 octobre 2023 pourrait s'inscrire dans une recomposition plus large des équilibres géopolitiques au Moyen-Orient.

À la lumière de cette perspective, certains enchaînements d'événements prennent une cohérence particulière, même si cette lecture demeure, par nature, ouverte au débat.

Le 7 octobre 2023 restera comme l'un des jours les plus sanglants de l'histoire d'Israël. Pour beaucoup, l'attaque du Hamas a été l'expression d'une haine brutale, un déferlement de fanatisme surgissant du néant.

Mais à mesure que l'on reconstitue la séquence des événements, une hypothèse plus dérangement apparaît : et si ce jour n'avait pas seulement déclenché une guerre, mais révélé une recomposition stratégique du Proche-Orient ?

Car dans cette région, l'histoire avance rarement au hasard. Elle suit souvent la logique froide de la *realpolitik* – celle des routes commerciales, des alliances militaires et des rapports de force.

Et quelques semaines avant le massacre, une décision majeure avait discrètement bouleversé l'équilibre régional.

Le projet qui a précédé la tempête

En septembre 2023, Washington dévoile un projet d'infrastructure colossal : un corridor économique reliant l'Inde à l'Europe via l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël.

L'objectif est clair : créer une nouvelle route commerciale reliant l'Asie et l'Occident, capable de concurrencer les corridors chinois et de contourner les détroits maritimes vulnérables du Moyen-Orient.

Mais ce tracé comporte une anomalie stratégique. Il contourne la Turquie.

Pour Ankara, qui se considère comme le pont naturel entre l'Asie et l'Europe, l'exclusion est une humiliation géopolitique. La réaction du président Recep Tayyip Erdoğan est immédiate et virulente.

À Doha, une autre inquiétude se fait jour. La perspective d'une normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite menace de réduire considérablement le rôle du Qatar comme médiateur entre l'Occident et l'islam politique.

En quelques semaines, deux acteurs régionaux voient se dessiner une architecture stratégique susceptible de marginaliser leur influence.

Puis survient le 7 octobre.

Une attaque qui change la donne

L'opération du Hamas est d'une brutalité inédite. Elle frappe Israël au cœur et déclenche une guerre totale à Gaza.

Officiellement, il s'agit d'une offensive idéologique : une nouvelle étape dans la lutte islamiste contre l'État hébreu.

Mais certains observateurs avancent une lecture différente : la cible réelle n'était peut-être pas seulement Israël, mais le rapprochement israélo-arabe qui prenait forme.

L'attaque a instantanément gelé la normalisation israélo-saoudienne.

Elle a également plongé la région dans une crise capable de bloquer les projets de corridors commerciaux.

L'idéologie djihadiste a fourni la ferveur. La realpolitik, l'opportunité.

Le rôle trouble des parrains régionaux

Depuis deux décennies, la Turquie et le Qatar soutiennent activement la mouvance des Frères musulmans à travers le Moyen-Orient.

Le Hamas en est l'une des branches les plus puissantes. Doha accueille ses dirigeants. Ankara lui offre un soutien politique et militaire.

Cela signifie-t-il que ces États ont orchestré l'attaque ? Rien ne le prouve.

Mais une chose est certaine : ils ont rapidement exploité ses conséquences.

La guerre a stoppé net la dynamique des accords d'Abraham et ravivé les fractures régionales.

L'expansion iranienne

L'idéologie révolutionnaire iranienne joue ici un rôle central. L'obsession antiméricaine et anti-israélienne du régime des mollahs lui permet de se présenter comme le porte-étendard de la cause islamiste tout en avançant ses pions géopolitiques.

Sous couvert de « résistance », Téhéran a patiemment construit un arc d'influence reliant le Golfe à la Méditerranée, — du Hezbollah libanais aux milices irakiennes, en passant par les Houthis au Yémen et le Hamas à Gaza, grâce à un réseau de proxys armés capable d'exercer une pression permanente sur Israël et ses alliés.

L'engrenage militaire

Le lendemain de l'attaque du 7 octobre, un second front s'ouvre.

Au nord d'Israël, le Hezbollah commence à frapper les villes frontalières sous l'impulsion de Téhéran. Des dizaines de milliers d'habitants sont évacués. Israël se retrouve sous pression sur plusieurs fronts.

Pour l'Iran, l'objectif semble clair : maintenir une pression permanente sur Israël sans déclencher une guerre totale... pour le moment.

Le Hamas n'a pas voulu attendre.

Mais un an plus tard, le calcul paraît s'être retourné. Le Hezbollah est affaibli. Les réseaux iraniens dans la région subissent des pertes importantes.

Et l'équilibre stratégique commence à se déplacer ailleurs.

La Syrie, nouveau pivot

C'est alors que la Turquie accélère son jeu.

Profitant de l'affaiblissement de l'axe iranien et du retrait progressif de la Russie, Ankara intensifie son implication en Syrie.

Des forces djihadistes dirigées par Ahmad al-Charaa gagnent du terrain avec le soutien turc.

La chute de facto du régime de Bachar al-Assad change la donne. Elle ouvre la perspective d'une continuité territoriale reliant la péninsule Arabique à la Turquie – une alternative stratégique aux corridors passant par Israël.

La réhabilitation diplomatique d'anciens chefs djihadistes illustre un vieux principe de la géopolitique : dans certaines circonstances, les puissances préfèrent un acteur armé jugé « gérable » à un vide stratégique incontrôlable.

La guerre de l'information

Mais le champ de bataille ne se joue pas seulement sur le terrain militaire. Il se déploie aussi dans l'espace médiatique et symbolique. Les récits deviennent eux aussi des armes.

La chaîne qatarie Al-Jazeera devient l'un des principaux vecteurs de la guerre des récits. Sur de nombreux campus occidentaux, des mobilisations militantes éclatent dès les premiers jours du conflit, avant même qu'Israël ne pénètre dans la bande de Gaza.

Dans le même temps, les médias publics turcs diffusent une rhétorique violemment anti-israélienne.

La délégitimation d'Israël n'est pas née de la guerre de Gaza. Elle la précède. Le conflit agit surtout comme un accélérateur.

La banalisation du terme « génocide » s'inscrit dans une stratégie politique visant à rompre un lien mémoriel central : celui qui relie l'existence d'Israël à l'histoire de la Shoah.

La guerre de Gaza se transforme rapidement en bataille mondiale des opinions. La pression politique s'exerce aussi dans une bataille symbolique autour de la légitimité historique de l'État hébreu.

Les grandes puissances à la manœuvre

Dans l'ombre du conflit, d'autres acteurs avancent leurs pions. La rivalité sino-américaine traverse aussi le Moyen-Orient.

La Chine, soucieuse de préserver ses relations avec plusieurs pays arabo-musulmans et de contrer l'influence américaine, observe avec méfiance les projets de corridors soutenus par Washington. Après le 7 octobre, les médias chinois ont également relayé sur les réseaux sociaux – notamment TikTok – des contenus relevant d'une propagande anti-israélienne, parfois accompagnés de rhétoriques à connotation antisémite.

Fidèle à une grille de lecture géopolitique héritée de la guerre froide, la Russie adopte une posture similaire. Dans les jours qui suivent l'attaque du 7 octobre, Moscou refuse de condamner le Hamas.

Une convergence géostratégique se dessine ainsi entre Moscou, Pékin et Téhéran, capable de mettre sous pression les monarchies pétrolières du Golfe et, indirectement, les pays occidentaux.

En parallèle, cette recomposition régionale s'accompagne d'un projet d'alliance informelle associant la puissance militaire turque – la seconde de l'OTAN –, la capacité financière saoudienne et le parapluie nucléaire pakistanais. Or, les événements se sont accélérés avec l'attaque israélo-américaine de l'Iran.

La stratégie américaine obéit aussi à une logique économique moins visible, mais tout aussi déterminante. Depuis que les États-Unis sont devenus largement indépendants du pétrole du Moyen-Orient, leur priorité n'est plus seulement l'accès à l'énergie, mais le contrôle des flux financiers qui en découlent.

Washington cherche désormais à orienter une part croissante des investissements des pétromonarchies vers l'économie américaine : technologies, infrastructures, industrie de défense et marchés financiers. Les gigantesques fonds souverains du Golfe – qui représentent des milliers de milliards de dollars – sont devenus un enjeu stratégique.

Dans cette perspective, la diplomatie américaine combine pressions sécuritaires, garanties militaires et accords économiques afin de maintenir ces capitaux dans l'orbite occidentale, plutôt que de les voir alimenter les projets d'infrastructure chinois ou renforcer l'autonomie stratégique de certaines puissances régionales.

Israël face à ses propres illusions

Pour Israël, le 7 octobre a également révélé une erreur stratégique majeure.

Depuis des années, l'État hébreu pensait pouvoir gérer le Hamas dans un cycle de conflits limités – des affrontements périodiques, mais contenus. Le massacre du 7 octobre a pulvérisé cette illusion de gestion cyclique de conflits de basse intensité.

Il apparaît désormais que l'État hébreu n'avait nullement l'intention d'entrer à Gaza avant le 7 octobre. Les avancées et retraits militaires successifs à Gaza révèlent les hésitations d'un état-major divisé.

En revanche, la confrontation avec le Hezbollah et l'Iran avait été largement anticipée.

Aujourd'hui, la protection de l'enclave druze du Sud de la Syrie contribue à sécuriser une zone stratégique située sur les nouvelles lignes de circulation régionales.

Une recomposition encore inachevée

La guerre ne se limite plus à Gaza.

Les frappes israélo-américaines contre l'Iran, suivies de représailles visant plusieurs pays de la région – notamment les ports des Émirats arabes unis – pourraient encore rebattre les cartes.

L'Iran déclenche alors une offensive multidirectionnelle, soutenue par des équipements d'origine chinoise et par l'appui du renseignement russe. Les États du Golfe réagissent aussitôt. Pour Téhéran, l'objectif semble clair : perturber les équilibres de l'économie mondiale tout en consolidant la pérennité du régime, quoi qu'il en coûte.

Le Hezbollah entre en guerre et pour la première fois, le gouvernement libanais s'en dissocie et considère des relations directes avec Israël.

Une question demeure ouverte : assistera-t-on à un rapprochement stratégique plus étroit entre Israël et les puissances sunnites du Golfe ? La retenue dont celles-ci font preuve dans leurs ripostes s'explique sans doute par la crainte de représailles du régime des mullahs, dans l'hypothèse où celui-ci ne serait pas renversé.

Deux ans après le 7 octobre, une certitude s'impose.

Ce jour n'a pas seulement déclenché une guerre. Il a exposé au grand jour une bataille beaucoup plus vaste : celle du contrôle des routes commerciales, des alliances régionales et de l'équilibre des puissances au Moyen-Orient.

Dans ce jeu brutal, les idéologies servent souvent de bannière. Mais les décisions se prennent ailleurs.

Et comme souvent dans l'histoire de la région, la realpolitik avance – sans morale, et sans mémoire.

La carte du monde commence à être redessinée.